

L'honorable M. SCOTT: Oui.

L'honorable M. DEVER: Projeté par le Gouvernement précédent.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Oh non.

L'honorable M. SCOTT: Ainsi donc on n'a guère raison, après tout, de prétendre que le montant s'est accru d'une manière très anormale. La partie de cette augmentation qui tranche de l'ordinaire se rattache, on en a la preuve, à des dépenses qu'on n'aurait pas pu très bien prévoir et qu'on ne pouvait pas fort aisément s'éviter de faire dans les circonstances.

L'honorable M. FERGUSON: En présentant ces crédits à la Chambre, mon honorable ami a établi des comparaisons, mais je remarque, comme mes honorables collègues l'ont sans doute fait, qu'il les borne complètement à des rapprochements entre les évaluations de dépenses pour l'année prochaine et les montants que le Gouvernement a fait voter pour l'exercice en cours, et ce n'est que fort légèrement qu'il compare ce budget avec celui de 1896 et de 1897, qui fut également soumis par eux à la Chambre.

Il est vrai que mon honorable ami attribue avec aplomb ces évaluations de 1896-97 au Gouvernement conservateur qui a précédé celui-ci, mais je désire signaler ce point, c'est que mon honorable ami n'ose pas, dans ces comparaisons, aller au delà des éléments que lui fournissent les différents budgets de dépenses de l'Administration actuelle. Il ne fait aucun rapprochement avec les dépenses encourues par l'ancien Cabinet. C'est là un changement de tactique très extraordinaire de la part des honorables Messieurs qui composent le Gouvernement. D'habitude, ils se montraient très friands de comparaisons, mais ils les faisaient entre les résultats administratifs du Cabinet conservateur et ceux du ministère libéral de 1873 à 1878, et ils étaient en état de montrer que pour la dernière année de l'Administration conservatrice, les dépenses s'étaient élevées pendant les dix-huit années qui ont suivi la chute du Gouvernement Mackenzie à un montant additionnel de \$12,000,000 environ. Telles étaient les comparaisons qu'ils avaient l'habitude de faire en ce temps là lorsqu'ils examinaient la position

financière du pays, et nous n'avons pas oublié avec quelle sévérité ils condamnaient cette augmentation de \$24,000,000, au moment où le Cabinet Mackenzie démissionna, à \$36,000,000, lorsque l'Administration Tupper descendit du pouvoir, augmentation de dépenses qu'ils considéraient comme parfaitement injustifiable et ne pouvant s'expliquer que par l'application d'un système de prodigalité et de corruption. Tels étaient les motifs qu'ils alléguaient. Or, nous nous rappelons tous qu'en 1893, mon honorable ami le Ministre de la Justice et ses partisans se réunirent ici à Ottawa, et qu'ils rédigèrent un programme pour leur parti. Ils s'assemblèrent en grand nombre et adoptèrent la politique qu'ils devaient suivre; ils déclarèrent: nous ne voulons pas être liés par ce que monsieur un tel ou un tel a dit dans cette partie du pays, ou ce qu'un autre monsieur a déclaré ailleurs, mais nous sommes prêts à nous tenir responsables de ce que nous déclarons solennellement comme étant notre programme, dans cette conférence d'Ottawa au cas où nous arriverions au pouvoir. Voici les termes de ce programme tel que voté à cette conférence d'Ottawa:

Nous ne pouvons envisager qu'avec alarme l'énorme accroissement de la dette publique et de la dépense contrôlable annuelle du Canada, ce qui a eu pour conséquence le prélèvement d'impôts iniques sur le peuple sous tous les gouvernements qui se sont succédés sans interruption depuis 1878, et nous demandons la plus stricte économie dans l'administration du Gouvernement de ce pays.

Voilà la déclaration solennelle qui fut faite par le parti après une grave délibération et après que l'on eut réuni tous ses hommes sages et prudents des rives de l'Atlantique à celles du Pacifique afin de réunir en un faisceau tout ce qu'ils avaient de ressources intellectuelles et de bâtir un programme qu'ils s'engageaient tous à exécuter. Conformément à ce programme, nous constatons que sir Wilfrid Laurier, le chef du parti, parlant à Toronto le 23 août 1894, s'exprima dans les termes suivants:—

Est-ce que les dépenses ont diminué? Non; elles ont augmenté. Elles ont augmenté de deux, trois, cinq, dix millions et plus, et elles sont aujourd'hui de trente-huit millions; et les conservateurs ne reculent pas, mais ils avalent tout. Si nous arrivons au pouvoir, nous suivrons l'exemple de M. Mackenzie, et quoique nous ne soyons pas capables de diminuer les dépenses et de les ramener au chiffre auquel elles étaient alors, nous pouvons cependant les réduire de deux, même de trois millions de piastres par année. (Applaudissements).